

Service économie Sociologie & comportements	<b>FICHE THEMATIQUE SOCIOLOGIE &amp; COMPOTEMENTS</b>	Paris le : 7/08/01
--	---	--------------------

<p style="text-align: center;"><b>COMPREHENSION DES COMPORTEMENTS LIMITANT</b> <b>Christiane CHARTIER</b></p>
---

Le développement durable pour s'inscrire dans la pérennité doit être porté par de véritables changements de comportements.

Seulement tous les sondages montrent bien le fossé qui existe entre les perceptions, les intentions et les pratiques réelles. Les changements de comportement ne vont pas de soi. Pour qu'ils perdurent, ils doivent être soutenables pour les personnes, c'est-à-dire qu'ils soient pratiques et réalisables au quotidien. Ils doivent aussi avoir du sens, afficher pourquoi ils doivent être faits et avec quel bénéfice pour l'individu et la communauté.

Voici quelques éléments pour fixer les idées, issus des sondages dont les fiches sont disponibles sur intrademe.

Les Français se sentent concernés par l'environnement. En 1995, 76% des Français considèrent la protection de l'environnement comme un problème immédiat et urgent. D'autre part, la dégradation de l'environnement est perçue d'abord comme une menace pour la santé.

La qualité de l'air est au troisième plan des préoccupations environnementales des Français dont 92,4% pensent qu'elle présente des risques (importants ou légers) pour la santé et 46% pensent que la pollution détruira l'humanité au siècle prochain. Ils pensent qu'ils sont de plus en plus exposés à toutes sortes de risques (8 français sur 10) et 4/5 optent pour le principe de précaution.

Pour ce qui est d'agir pour l'environnement les industriels sont désignés comme les responsables des dégradations de l'environnement, suivis des pouvoirs publics. Cependant les Français se reconnaissent de plus en plus comme étant personnellement impliqués dans les processus d'atteinte à l'environnement. L'inquiétude stimule la volonté d'agir mais cela reste le plus souvent au niveau de la déclaration d'intention.

La propension à déclarer des actions ou des intentions pour l'environnement, et particulièrement des gestes rentrés dans la routine, est bien souvent dépendante du statut social

La propension d'action des européens est plus élevée chez :

- Les 29-35 ans
- Ceux qui ont accompli les études les plus longues
- Ceux dont les revenus sont le plus élevés
- Les "leader" d'opinion

Les Français sont davantage prêts à payer une "valeur ajoutée environnementale" qu'à contribuer par une taxe. L'augmentation du coût du carburant est majoritairement rejetée.

Lorsqu'il y a des pics de pollution atmosphérique 86 % des Français se disent prêts à se passer temporairement de leur voiture mais cette déclaration est contre balancée par une autre réponse

où seulement 29% des Français déclarent qu'ils auraient recouru à des moyens de transports alternatifs à la voiture individuelle.

Un peu plus d'un automobiliste sur quatre (28 % exactement) a, l'an dernier, délaissé volontairement son véhicule individuel au profit des transports en commun afin de préserver l'environnement. Plus précisément, 12% des automobilistes déclarent l'avoir fait régulièrement, et 16 % un peu plus rarement.

Ce fossé montre bien l'énorme écart entre les pratiques et les nuisances ressenties qui s'explique sans doute par une multitude de raisons. Plusieurs éléments viennent déjà enrichir notre compréhension du phénomène.

La confiance dans le développement technique : 47% des Français considèrent probable qu'une forte réduction de la pollution de l'environnement intervienne en raison du développement de la biotechnologie moderne. Parmi les Européens, les Français sont les moins enclins à accepter l'ensemble des concessions proposées pour préserver ou protéger l'environnement : un niveau de vie plus faible, moins de confort, une augmentation du chômage, une stagnation économique. Ils sont les seuls à ne pas accepter majoritairement de diminuer leur confort.

L'anthropocentrisme dominant dans la culture française privilégie les soucis de la qualité de la vie sans toutefois occulter l'intérêt manifeste pour les problèmes environnementaux ni pour autant les comprendre.

Les possibilités d'action au niveau individuel sont ressenties comme très limitées car on se heurte à des contraintes indépensables et donc le sentiment d'avoir peu de prise sur les problèmes environnementaux contribue à nourrir les inquiétudes.

Le premier facteur qui détermine les comportements et opinions relatifs à l'environnement est le contexte résidentiel. Le logement est au centre du cadre de vie et le second cercle de ce cadre est l'environnement de l'habitation. Le contexte résidentiel (la ville, l'espace pavillonnaire et la campagne) donne un critère explicatif pour interpréter les différences de sensibilité aux questions environnementales.

L'appréciation portée sur le cadre environnant est affectée en premier lieu par l'opposition entre ville et campagne.

La sensibilité aux paysages donne lieu à des préférences hiérarchisées : la nature "sauvage" (plus référence masculine) n'est pas la référence obligée.

- Préférence pour les paysages qui mettent en scène l'activité agricole : catégories populaires et liées au monde rural, système de valeurs plutôt conservateur.
- Préférence pour les paysages non travaillés par l'homme : niveau de diplôme, niveau de revenu et position sociale élevée, habitants des grandes villes

Oppositions régionales entre campagne ouverte (Nord de la France) et campagne fermée (sud) c'est la campagne réelle, celle que l'on côtoie qui sert de référence.<sup>1</sup>

L'une des voies de recherche se situe dans la mesure de ces contraintes insurmontables qui font que des changements de comportement durables ne peuvent s'installer. Une exploration des ressorts psychologiques de l'espace privé s'impose pour mieux comprendre les motivations individuelles rendant insoutenables les changements de comportement durables aussi bien sur le plan comportementaliste, cognitif, qu'ergonomique.

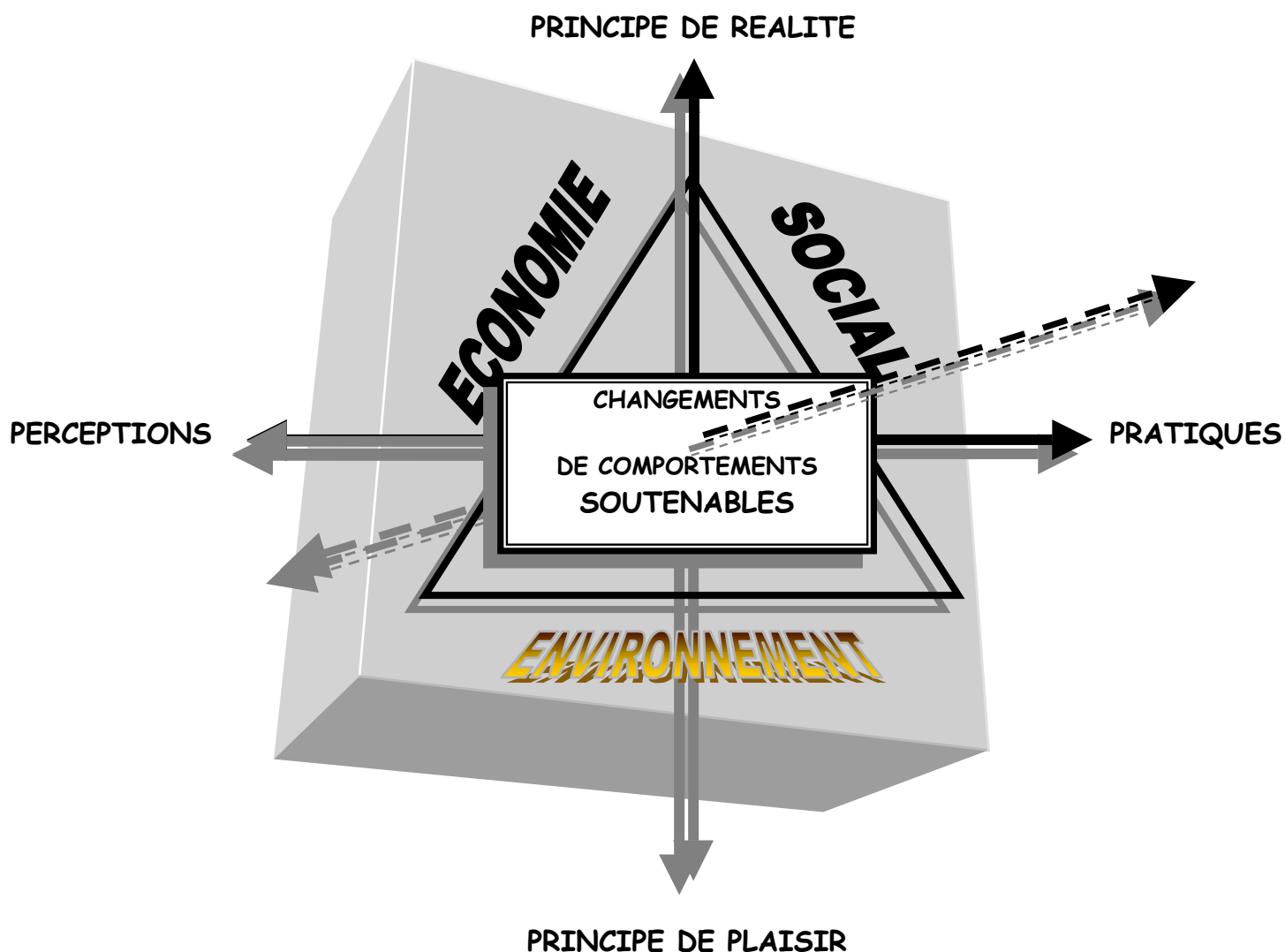
---

<sup>1</sup> L'environnement. Ce qu'en disent les Français. Bruno MARESCA, Pascale HEBEL (CREDOC) MATE - La documentation française 1999

Voici un aperçu de la façon dont on peut utiliser des concepts psychologiques tels que le principe de plaisir différé par le principe de réalité, l'injonction paradoxale, la dissonance cognitive, afin de mieux appréhender les "comportements environnementaux".

Ce concept "CD4D" est basé sur l'idée que le développement durable passe par des changements de comportements profonds et pour qu'ils s'inscrivent dans la durée, il est nécessaire qu'ils soient soutenables c'est à dire qu'ils soient compatibles avec le faisceau des contraintes et des désirs qui animent les individus et les groupes.

Basons le concept sur l'idée que les **CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS SOUTENABLES** sont au cœur de 4 dimensions qui peuvent se représenter ainsi :



Concrètement pour que de tels changements adviennent, plusieurs axes doivent être pris en compte :

- **La perception des individus en lien direct ou au contraire antinomique avec les pratiques réellement mises en œuvre.** La perception et les pratiques sont conduites par une dynamique personnelle et une dynamique sociale en mouvement qui ne répondent pas aux mêmes déterminismes. Leur étude permettra de comprendre pourquoi elles ne sont pas toujours en phase et peut être de trouver le moyen de résoudre cette dichotomie.
- **Le principe de plaisir pousse l'individu à la recherche constante de satisfaction. Afin d'éviter l'aspect destructeur de ses pulsions, le principe de réalité permet à l'individu d'intégrer l'existence de limites de tous ordres (sociales, techniques, temporelles, etc.).** Les individus sont sans cesse soumis à ce tiraillement car ils sont aux prises avec des injonctions paradoxales, c'est-à-dire des messages contradictoires opposant les intérêts particuliers et immédiats à l'intérêt général pour la collectivité à long terme. L'arbitrage repose sur la façon dont les informations entrent en "raisonance"<sup>2</sup> avec des affects et des contextes sociaux. L'information est perçue et utilisée de façon sélective et hétérogène. Cela entraîne des comportements particuliers en fonction des motivations et des enjeux propres aux groupes d'acteurs, comme le déni de la réalité ou la stratégie d'euphémisation pour réduire la dissonance cognitive<sup>3</sup>.
- **Le triangle de la dynamique socio-éco-environnementale du développement durable,** bien connu maintenant, dans lequel les composantes santé et sécurité (au sens large) ne doivent pas être ignorées même si elles ne sont pas explicitement mentionnées.
- **Le changement de comportement n'est jamais acquis,** il est enclin à s'amenuiser s'il ne fait pas l'objet d'un renouvellement constant, d'une vigilance assidue et d'une mise en pratique régulière ou s'il ne s'inscrit pas dans des pratiques banalisées ancrées dans une profonde motivation.

Pour illustrer l'utilisation de ces repères voici comment j'analyse la difficulté d'implantation des fermes éoliennes :

Pour les opposants l'impact visuel est directement associé à la dénaturation du cadre de vie alors que pour les autres cet impact est négligeable au regard des bénéfices pour l'environnement.

L'opposition de la protection du cadre de vie à la protection de l'environnement est une façon de mettre les individus dans une situation intolérable. Ils sont aux prises avec des éléments de connaissance qui ne s'accordent pas (dissonance) et entraînent de la part de l'individu un effort pour les faire mieux s'accorder. Pour réduire cette dissonance les individus ont tendance à se réfugier dans une position de refus systématique afin de ne pas avoir à prendre une décision qui pourrait s'avérer irréversible. D'autre part l'espace imaginaire où les Français souhaitent habiter s'éloigne de la réalité et c'est précisément sur cet écart que les attentes se fondent et sur lesquelles les opposants trouvent les leviers de mobilisation.

C'est sur ces registres que l'opposition aux éoliennes prend appui pour obtenir l'abandon de projets.

L'acceptation des éoliennes passe par la prise en compte des réticences et des craintes locales liées au contexte. Elle implique de donner les moyens aux riverains d'accepter certains désagréments non nuisibles, en échange d'avantages certains pour eux et pour la collectivité dont ils font partie.

---

<sup>2</sup> Mot inventé en la circonstance pour bien insister sur le fait que la raison résonne avec l'émotion non sans difficulté comme chacun a pu l'expérimenter pour lui-même cf. ci-dessous

<sup>3</sup> Dissonance cognitive : Existence simultanée d'éléments de connaissance qui ne s'accordent pas (dissonance) entraîne de la part de l'individu un effort pour les faire, d'une manière ou d'une autre, mieux s'accorder (réduction de la dissonance).  
Léon Festinger psychosociologue US 1950

C'est l'incompréhension des problèmes environnementaux qui est le plus souvent à l'origine des phénomènes de rejet systématique de toute discussion de la part des riverains ainsi que le sentiment d'être agressé par le fait que le projet leur est imposé d'emblée.

Une démarche de concertation dès l'initiation d'un projet éolien semble être une solution pour laisser la place aux riverains dans le processus de décision pour apprendre et devenir des acteurs responsables en connaissance de cause.

Ces repères d'analyse peuvent nous aider à mieux identifier les freins comportementaux dans l'ensemble des domaines de l'agence et trouver des modes d'actions qui faciliteront les changements de comportements durables.

A mon avis ces changements de comportements durables ne peuvent être trouvés qu'avec la participation des individus concernés. C'est sans doute une lapalissade mais on ne le fait jamais vraiment.

La responsabilisation des individus est un gage de changements durables car ils deviennent porteurs de leurs propres décisions. Le repérage des contraintes psychologiques est une étape non suffisante. Dès l'analyse on doit s'inscrire dans l'action à savoir lorsque l'on commence à faire un travail de recherche auprès d'un groupe d'individu il est nécessaire d'envisager une suite à l'étude qui prévoit la mise en œuvre des solutions trouvées pour valider les résultats et surtout c'est l'occasion de constituer un groupe de portage pour étendre les résultats si la démarche s'avère réussie.

Sources :

Etude ADEME CREDOC mars 2001

IFEN Sensibilité écologique des Français 2000